



Présentation Transhumances Sociologie et politiques jeunesse

Olivier Gallet

Présentation d'une partie de mon mémoire réalisé l'an passé : participation et accompagnement des jeunes adultes aux EEDF.

Je vous propose, dans un premier temps, nous verrons dans cet atelier les évolutions sociales qui ont contribué à la relégation des jeunes et leur entrée de plus en plus tardive dans le monde du travail et parallèlement les réponses apportées par les politiques jeunesse.

Puis dans un second temps, nous tenterons ensemble d'identifier le rôle de la société civile et des mouvements de jeunesse et de redéfinir la place que peuvent (ou doivent) prendre les jeunes.

En préambule :

Pourquoi ce mémoire :

Si les EEDF sont un mouvement d'enfance et de jeunesse, si la majorité de leur public est mineure, ma fonction de Délégué Régional m'a surtout conduit à intervenir auprès de jeunes adultes :

- le recrutement et la formation des cadres bénévoles,
- la création de projets de 18 à 25 ans
- et l'accompagnement d'équipe de Volontaires en Service Civique,

Ce questionnement s'inscrit également dans **une évolution du mouvement** : Assises de 2003.

Le contexte social :

C'est la transformation profonde du monde du travail qui ne garantit plus une place pour tous et notamment pour les nouveaux arrivants et retarde ainsi l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Plusieurs auteurs comme André Gorz dans les années 80 et Robert Castel plus récemment se sont penchés sur les évolutions de société qui ont fragilisées les travailleurs par la mise en place de rapports avec les entreprises plus individualisés, plus incertains et moins sécurisants. En effet, les chocs pétroliers, la montée du chômage, la libéralisation... ont fortement influencé le monde du travail, et ce malgré les acquis sociaux obtenus dans le cadre du droit du travail.

Pour Robert Castel, la condition salariale dépendait de l'inscription de ses membres dans des collectifs (travailleurs, syndicaux, conventions collectives), avec coiffant le tout, le pilotage de l'État social, qui est l'instance du collectif par excellence. Dans cette configuration, c'est le collectif qui protège. Au long du développement du capitalisme industriel, il s'était produit comme une *désindividualisation* progressive des relations de travail, c'est-à-dire à la reconnaissance de signification collective de la valeur travail. Le salarié a cessé d'être un individu isolé, individualisé à travers une relation de face-à-face avec son employeur comme dans le « contrat de louage ». Il est désormais inscrit dans les systèmes de garanties collectives de statut de l'emploi et de la protection sociale.

Avec l'avènement du nouveau régime du capitalisme postindustriel (80'). C'est une dynamique de *décollectivisation*, ou de *réindividualisation*, qui l'anime de part en part.

De fait de ces transformations, l'injonction à être un individu se généralise. Mais elle peut prendre des significations différentes. Certains individus tirent très bien leur épingle du jeu face à ces nouvelles exigences et deviennent hyper-compétitifs. Ce sont les gagnants de ces transformations : Les "Inside" . Les autres, les "Outsiders", n'ont pas été formés, ni accompagnés et sont relégués du travail, d'une rémunération correcte, du CDI...

A. Gorz critique la nature même du travail :

Il ne se pose plus la question : Est-ce que j'ai de bonnes conditions de travail ?

Mais : A quoi sert ce que je produis ? Quel sens je trouve dans mon activité professionnelle ?

Il critique les fondements même de la société occidentale, basée sur le productivisme et la consommation, qui produit de plus en plus de "jetable" avec des travailleurs qui s'assimilent à leur production.

Le travailleur, sa capacité créatrice, se retrouvent eux aussi assimilé à des produits que l'on doit vendre tout en réduisant les coûts de production.

Pour les jeunes qui entrent dans le monde du travail, ils ne cherchent plus à appartenir à un collectif pour être reconnus, protégés et avoir les moyens de leur existence, ils cherchent à construire un parcours d'expérience porteur de sens (Gorz) qui favorisera cette entrée.

Sociologie de la jeunesse :

Bourdieu (Questions de sociologie, 1980) est une référence malgré son petit texte (12p):

La limite jeune/adulte est, pour Bourdieu, **un enjeu de lutte entre générations**. Si être jeune, c'est être insouciant ou irresponsable, être adulte c'est détenir l'autorité et la responsabilité. Cette limite est ainsi l'objet d'une manipulation sociale.

Cette manipulation doit restée en filigrane de toute analyse sur la jeunesse. On pourrait même se demander :

Est-ce qu'il y a manipulation avec la création des JAE aux EEDF ? A eux les projets, les animations, le volontariat, et aux plus anciens la responsabilité et l'organisation du mouvement...

Mais revenons à cette perspective générale où l'allongement de la jeunesse nous questionne.

Le premier à s'intéresser à cette évolution c'est Olivier Galland qui s'intéresse de manière statistique dans les années 80' à l'évolution des bornes d'entrée et de sortie de la jeunesse (fin des études, 1er emploi, 1er CDI, 1er logement, couple, mariage, enfants...). Cet allongement commence au milieu des 80' et prend de l'importance dans les années 90.

Claire Bidart :

Les enquêtes de terrain montrent que **cet allongement n'est pas le même, ni vécu de la même manière selon les classes sociales**, tout en laissant une grande place à la subjectivité. **Les catégories supérieures et les garçons sont moins pressés** de se déclarer adultes même si elles en ont les attributs.

Jean-Pierre Boutinet :

Cependant l'âge adulte n'est plus considéré comme l'étape de la stabilité car la **démarche de projet individuel** l'oblige à assumer plus de choix et prendre plus de responsabilité pour réussir sa carrière.

Trajectoire :

Aujourd'hui, c'est **la notion de trajectoire** qui **s'impose**. Les parcours deviennent de moins en moins linéaires.

La mobilité, la réversibilité et les nouveaux départs (professionnels, conjugaux...) ne sont pas associés uniquement à la jeunesse, mais répondent à des normes sociales qui mettent en avant l'autonomie, la prise de risque et la responsabilité individuelle. Ce n'est plus un statut adulte à acquérir mais un chemin de vie à construire, dans **un parcours qui se veut signifiant**.

Cécile Van de Velde :

La comparaison des modèles en Europe (Van de Velde) montre la richesse du **modèle danois** qui répond à ces exigences en favorisant **l'expérimentation individuelle garantie par une allocation directe**.

Le **modèle français** qui **repose sur l'urgence d'une intégration sociale** basée sur la **promesse scolaire** et la **centralité du diplôme** ne fonctionne plus. A l'instar des pays d'Europe du sud (Italie, Grèce, Espagne...), **la dépendance familiale est mal vécue** par les jeunes français. Pourtant, la transition est largement dépendante de l'équilibre familial où les conflits, les divisions, l'ambiance affectent fortement les jeunes-adultes dans leurs choix.

Patricia Loncle : Les politiques jeunesse :

Les politiques jeunesse sont, depuis la décentralisation, **diluées dans les territoires** de manière inégale **sans contre-pouvoir** réel des fédérations de jeunesse et d'éducation populaire et **sans représentation effective des jeunes**.

Ces carences sont renforcées par l'instrumentalisation de la jeunesse par les acteurs politiques qui légitiment leur action et se légitiment eux-mêmes à travers **des discours** ayant principalement une portée **symbolique**.

La mise en œuvre de ces politiques jeunesse repose sur **trois catégories de jeunes – la jeunesse ressource, la jeunesse à protéger et la jeunesse menace** – et sur **trois axes d'intervention**. **L'insertion professionnelle** a perdu sa dimension d'insertion sociale et met sous pression les jeunes les plus défavorisés. **La répression** est établie à partir d'une mise en scène des banlieues à travers la thématique de l'insécurité. Elle a produit un renversement avec une justice qui est devenu davantage punitive que protectrice ou éducative. **La prévention de la santé** permet de limiter la portée sociale des politiques jeunesse tout en diminuant son coût.